



FORMATION SPÉCIALISÉE DE RESEAU (FSR) du 1er juillet 2025

Compte-Rendu de la CGT Finances Publiques

Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex • www.financespubliques.cgt.fr • dgfip@cgt.fr • 01.55.82.80.80

• Suivez-nous sur Instagram ou facebook : [@cgt_finances_publics](https://www.instagram.com/cgt_finances_publics) • [cgt_finances_publics](https://www.facebook.com/cgt_finances_publics)

La Formation spécialisée de réseau (FSR) s'est tenue toute la journée sur le DUERP (Document unique d'évaluation des risques professionnels), les résultats de l'observatoire interne, l'étude d'impact des nouvelles technologies et IA (Intelligence Artificielle) sur l'organisation du travail, ainsi que sur le budget.

Les documents préparatoires de cette FSR (le DUERP- et l'Observatoire interne) avaient confirmé les résultats des années précédentes et l'inquiétude des organisations syndicales sur l'état déplorable des services et la santé des agents, en particulier psychologique.

La CGT Finances publiques n'a cessé d'alerter l'administration sur les conséquences de ses réformes, suppressions d'emplois, restructurations, transferts de missions au privé ou abandon de missions, industrialisation des tâches de travail, suppressions d'implantations, démétropolisation, etc.

Les agents sont éreintés, nombre d'entre eux ont perdu le sens de leur travail ; il est plus que temps de cesser les réformes, de remettre de l'emploi et du sens à l'exercice de nos missions.

Les chiffres des suicides et tentatives de suicides, déjà trop importants chaque année, ont doublé sur le 1er semestre 2025.

LE DUERP,

Le DUERP, document obligatoire interne à l'administration, élaboré à partir des recensements exhaustifs de toutes les expressions des agents dans les services, fait ressortir que les risques psycho-sociaux (RPS) restent le type de risques le plus rencontré à la DGFIP pour 35,5 % des cas recensés et 31 % des agents exposés.

Cette situation n'est pas nouvelle, mais les organisations syndicales, qui chaque année tirent la sonnette d'alarme, font face à une administration qui croit fuir ses responsabilités en jouant le déni. La souffrance et les inquiétudes des agents omniprésentes dans le DUERP sont ainsi niées.

La directrice des ressources humaines de la DGFIP, présidente de cette FSR, n'a eu de cesse de renvoyer la solution de ces RPS au plan local, niant ainsi le rôle des restructurations sur le moral des agents et niant donc la responsabilité de l'administration.

La CGT Finances publiques a dénoncé la dénaturation du DUERP par l'administration : nous constatons une coquille vide et le désintérêt des collègues par l'absence de réponse à leurs observations.

L'OBSERVATOIRE INTERNE

L'Observatoire interne (élaboré par BVA, institut de sondages privé, mais largement relayé sans commentaires d'inquiétudes de la part de la DG) estime ainsi l'état d'esprit des équipes : « des agents plus positifs et mobilisés à l'égard de leur travail, même si l'état d'esprit général reste en retrait de celui des autres agents du ministère ». Or seuls 26 % des agents se disent motivés (contre 19 % en 2024, d'où la satisfaction d'une augmentation...), seuls 11 % ont confiance (contre 10 % en 2024), 8 % sont enthousiastes (contre 6 % en 2024) et 5 % sont heureux (contre 4 % en 2024) !

Au chapitre « Perception de l'évolution de la direction », BVA traduit les courbes ainsi : « des agents un peu plus nombreux à faire état d'une évolution positive de leur direction et un rythme de changement perçu comme étant un peu plus adapté depuis 2023 ».

La vérité des prix donne : 26 % des agents estime que la DGFIP évolue dans le bon sens (60 % estiment le contraire ; ils étaient respectivement 23 et 61 % en 2024).

Une dernière pour la route : BVA estime que « les agents se sentent davantage reconnus et valorisés et sont un peu nombreux à se déclarer insatisfaits de leur rémunération ».

Factuellement c'est vrai, puisque 46 % ne se sentent pas reconnus et valorisés au lieu de 55 % en 2024, le chiffre progresse ; mais cela reste pour autant tout à fait insatisfaisant !

Quant à la rémunération, 64 % en restent insatisfaits (contre 69 % en 2024) !

La présidente de la FSR a reconnu que « tout ne va pas bien », mais « la dynamique est positive et l'enjeu est de continuer à progresser ». Selon elle, « à la DGFIP, on voit le verre à moitié vide » !!!

Elle a, malgré tout, reconnu que l'erreur de la DG avait « peut-être été de ne regarder que la dynamique des chiffres, et non les chiffres eux-mêmes ». Peut-être... !

La CGT Finances Publiques a dénoncé les commentaires surréalistes des chiffres, oubliant que les chiffres sont mauvais et inquiétants.

LA QUESTION DES SUICIDES

Sur la question des suicides à la DGFIP : 13 suicides, 8 tentatives en 6 mois !!!

Depuis des années nous alertons sur la dégradation des conditions de travail, les pertes d'effectifs, les restructurations permanentes, une exigence de reporting permanent, des règles de gestion qui font de plus en plus la part belle à l'arbitraire, des encadrants, qui se retrouvent à demander toujours plus à leurs équipes mais avec toujours moins de moyens, des rémunérations qui ne suivent pas et des évolutions de carrières insatisfaisantes... Un faisceau de facteurs créant ou aggravant des situations anxiogènes, de perte de sens du travail et de dévalorisation de soi.

Il aura fallu cette terrible explosion en début d'année 2025, que l'administration ne peut plus essayer de cacher (la presse s'en faisant l'écho), pour qu'enfin la directrice générale de la DGFIP annonce qu'une enquête sera systématiquement proposée à la FS locale pour chaque cas, qu'un CSAR en septembre y sera consacré et que des formations sur la prévention seront organisées. Dont acte, mais cela ne suffira pas !

Une réunion dédiée, que la CGT réclamait depuis des mois, a été organisée le 9 juillet ; notre compte-rendu est consultable sur notre site national CGT Finances publiques.

LA GESTION DES FORTES CHALEURS

La CGT Finances a évoqué la gestion disparate des fortes chaleurs partout sur le territoire, sans raison apparente, puisque quasiment tous les départements connaissent le même degré d'alerte. Nous avons revendiqué une doctrine identique, à savoir la possibilité de travailler de 7h à 13h sans récupération des heures non faites.

Refus de la présidente de cette FSR, au prétexte que les conditions de travail ne sont pas les mêmes selon que les bureaux sont climatisés ou non.

Or, cela ne dépend pas département, mais bien du bâtiment ; une doctrine nationale pourrait donc valablement être établie. Et l'aménagement des horaires est une possibilité, pas une obligation.

Enfin, conditionner les mesures exceptionnelles aux périodes de canicule est très réducteur, puisque les effets des fortes chaleurs se font ressentir après la fin de la période dite de canicule (fatigue, etc).

L'ETUDE D'IMPACT DE L'IA SUR LES CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL

Le calendrier de l'étude d'impact Intelligence artificielle sur les conditions de vie au travail nous a été présenté.

Chaque organisation syndicale siègera dans le comité de projet du cahier de clauses techniques particulières (CCTP) et au comité de suivi COSUI.

Cette étude devrait pouvoir débuter au 2^e trimestre 2026. Une éternité pour les agents victimes des dysfonctionnements informatiques quotidiens liés aux problèmes de datacenter DGFIP.

La CGT a réaffirmé que la finalité de l'étude d'impact ne pouvait être que la simple « réalisation d'un kit de déploiement et d'appropriation de l'IA dans les services » mais bien au contraire une véritable étude sur la légitimité des choix politiques de la DGFIP, la réversibilité et la pertinence des projets déjà en cours et une véritable analyse sur l'emploi dans les services.

Suite au prochain épisode.

LE BUDGET

Concernant le budget, contrairement aux règles applicables en FS locales, l'administration n'a présenté aucun devis, aucune véritable information sur le nombre de stagiaires et sur le public cible (hors service RH et Assistant de prévention – AP). Il faudrait voter à l'aveugle. Devant ce grand flou pour une administration comme la nôtre, la CGT a refusé de participer au vote dans l'attente de précisions promises pour un choix éclairé au cours de l'été. 2 votes pour et 9 NPPV (ne participe pas au vote).

Suite au prochain épisode...

Décidément, depuis deux ans qu'existe cette nouvelle instance, la DGFIP ne semble aucunement pressée d'agir pour que cette nouvelle instance serve à quelque chose !...